

AMÉRIQUE LATINE / CARAÏBES



En 2006, le CCFD a soutenu 114 initiatives dans 13 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes pour un montant total de 2 333 000 euros.

PAYS D'INTERVENTION

ARGENTINE	BOLIVIE
BRÉSIL	CHILI
COLOMBIE	CUBA
EL SALVADOR	GUATEMALA
HAÏTI	MEXIQUE
NICARAGUA	PARAGUAY
PÉROU	

REPÈRES

Le sous-continent latino-américain couvre 20 385 000 km², près de 16 % des terres émergées de la planète. En 2000, la population totale, très inégalement répartie, était estimée à 508 millions d'habitants (densité de 25,7 hab./km²) dont 10 % d'origine indigène. 400 groupes ethniques sont établis dans le sous-continent dont la moitié pour le seul Brésil.

CONTEXTE

Les pays d'Amérique latine souffrent aujourd'hui de profondes inégalités sociales et de l'exclusion de pans entiers de populations qui ne trouvent pas leur place dans la société. Le Brésil et le Chili sont parmi les pays où les inégalités sont les plus criantes. 10 % des personnes les plus riches ont des revenus 86 fois supérieurs aux 20 % des personnes les plus pauvres⁽¹⁾. La pauvreté continue de toucher plus de 44 % des 525 millions de Latino-Américains : les premières victimes sont les groupes vulnérables tels que les populations "indigènes", les femmes, les jeunes... Le travail informel ou précaire gagne du terrain alors que le chômage s'installe et progresse.

Face aux difficultés économiques, les phénomènes migratoires s'amplifient : des campagnes vers les villes, entre différents pays du sous-continent ou, pour certains, vers les États-Unis et l'Europe.

DES SYMBOLES FORTS

Après l'explosion de plusieurs crises politiques, parfois fort violentes, le sous-continent connaît depuis fin 2005 une vague d'élections présidentielles dont certains résultats constituent des symboles forts pour les sociétés : un indigène aymara remporte une victoire nette en Bolivie, une femme victime de la dictature de Pinochet est élue au Chili.

LA DÉFENSE DES RESSOURCES NATURELLES

La mobilisation des citoyens reste importante. Ainsi, le Sommet des Peuples en Argentine (novembre 2005), au cours duquel la politique répressive des États-Unis et le néo-libéralisme dévastateur ont été fustigés, a été fortement médiatisé à l'échelle internationale.

Moins visibles, les mobilisations des paysans et des indigènes dans de nombreux pays (Guatemala, Pérou, Bolivie, Honduras...). Leurs actions communes visent à faire entendre leur voix, face à la spoliation de leur terre par les responsables de « l'agrobusiness », et contre l'exploitation outrancière de leurs ressources naturelles par les entreprises minières ou pétrolières venues du Nord.

(1) Estimation Cepal.

PRIORITÉS

Le CCFD apporte son soutien à des initiatives visant 3 grands objectifs prioritaires :

LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

48 actions financées en 2006 pour un montant de 977 000 €

Sur ce continent, une meilleure répartition des ressources est indispensable. Il faut d'urgence :

- lutter pour l'accès à la terre et à l'eau,
- s'engager pour assurer la souveraineté alimentaire,
- injecter une plus grande part de solidarité dans « l'économie »,
- former les populations à la citoyenneté pour interpeller les pouvoirs publics sur cette problématique vitale.

Il convient enfin d'opérer une redistribution des richesses.

L'INSTAURATION DE LA PAIX ET D'UN VÉRITABLE ÉTAT DE DROIT

46 actions financées en 2006 pour un montant de 1 090 300 €

Ce double objectif représente une aspiration première pour de nombreuses populations encore profondément marquées par les régimes autoritaires, la violence, l'insécurité croissante, les inégalités sociales et économiques, l'impunité. C'est notamment le cas en Colombie, Amérique centrale, Mexique, Pérou...

LA STRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

20 actions financées en 2006 pour un montant de 265 700 €

Elle passe par le soutien aux actions en faveur des exclus, ce qui implique :

- d'une part, le renforcement du pouvoir d'action et d'influence des ONG, des associations, des organisations populaires et des expressions de l'Église latino-américaine,
- d'autre part, l'appui au processus de mise en réseau de cette société civile. Celle-ci propose en effet de nombreuses et très intéressantes initiatives alternatives afin de promouvoir au niveau local une vie plus digne et plus respectueuse des personnes.

Colombie

PAIX ET DROITS HUMAINS



Repères

Capitale	: Bogotá
Superficie	: 1 138 914 km ²
Population	: 41 008 227 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Espagnol
Monnaie	: Peso
Densité	: 36,01 hab./km ²
PIB	: 281 100 millions \$
PIB/hab.	: 6 600 \$
IDH	: 0,785

RENFORCER L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS DU BAS-ATRATO

En Colombie, les populations de la région du Chocò sont, depuis de trop longues années, victimes d'une véritable guerre civile qui ensanglante le pays. Ces violences au quotidien ont provoqué, depuis 1997, le déplacement de milliers de familles et la mort de centaines de paysans. La région du Bas-Atrato est particulièrement touchée.

Dans ce contexte marqué par la plus extrême violence, le CINEP (Centro de Investigación y educación popular) partenaire du CCFD, a apporté son soutien actif à la création de l'association ASCOBA pour la défense des droits des communautés, la promotion d'un développement ethnique et communautaire harmonieux et la revalorisation de l'identité culturelle des communautés vivant dans la région. Un combat difficile mais vital pour des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le contexte

Les trois principaux acteurs de cette situation tragiquement violente sont les groupes insurgés (en particulier les Farc, la guérilla la plus importante), l'armée colombienne et les groupes paramilitaires. Les rivalités entre les trois protagonistes pour le contrôle de la région du fleuve Atrato, créent pour les populations concernées des situations insupportables qui perturbent la quasi totalité des relations sociales, économiques, politiques.

Les différents groupes antagonistes exercent sur les populations des pressions permanentes qui constituent autant d'entraves insupportables : présence

de groupes armés au sein des communautés et dans les villes ; contrôles incessants de la circulation et du transport (alimentation, essence...) ; droits de passage imposés sur les fleuves, etc. Dans un tel carcan, les communautés ne peuvent développer librement leurs activités productives et commerciales. Dans un autre registre, les populations sont gravement traumatisées par le fait que les pourparlers de paix semblent ménager une totale impunité pour des coupables de crimes et n'envisagent aucune réparation pour les immenses torts subis, notamment les dépossessions illégales des terres. Elles réclament à juste titre le retour de ces terres à leurs légitimes propriétaires.

Parallèlement à la situation conflictuelle, d'autres éléments inquiètent les populations. Notamment l'extension de deux "méga projets". Le premier concerne la plantation de palmiers à huile sur une très grande échelle. Ce projet financé avec l'aide de l'État risque de favoriser une fois de plus les gros propriétaires déjà impliqués dans l'agrobusiness et de transformer de très nombreux paysans en ouvriers agricoles travaillant sur leurs propres terres.

Le second vise la construction de la route panaméricaine et le canal inter-océanique qui, outre les ravages infligés à l'environnement, vont entraîner l'expulsion de milliers de petits paysans.

Enfin, les leaders des communautés, des organismes et des institutions qui les accompagnent sont régulièrement menacés par les milices paramilitaires et par les Farc.

C'est pour tenter de mettre fin à cette situation de crise qu'est né, en 2003, ASCOBA, l'Association des conseils communautaires du Bas-Atrato, appuyée par le CINEP.

ASCOBA a pour objectif de défendre les droits des communautés, de promouvoir un développement ethnique et communautaire juste et équilibré, la défense de la vie et de la paix, la préservation des identités culturelles menacées. Cette organisation regroupe 57 conseils communautaires de 7 vallées différentes du Bas-Atrato (9 500 personnes environ).

L'action

Ces populations afro-colombiennes installées depuis très longtemps dans le pays sont très présentes dans la région du Bas-Atrato. Elles sont les premières concernées par ce contexte à la fois violent et délétère. Comme les communautés paysannes, elles ont très difficilement accès à l'information et au savoir, dans les domaines social, politique, économique. Pour ASCOBA, il est essentiel de fournir à ces communautés, quelle que soit leur origine ou leur appartenance ethnique, toutes les informations nécessaires pour les aider à comprendre les différents aspects d'un conflit dont elles sont les premières victimes et à s'organiser pour défendre à la fois leur territoire et leur intégrité.

Dans cet environnement difficile, l'accompagnement et le soutien psychologique des populations revêtent une importance vitale. C'est pourquoi le tout premier souci d'ASCOBA a été de soutenir le retour

sur leur territoire des communautés spoliées ou déplacées par les conflits ; former des responsables au sein des diverses communautés capables d'apporter une assistance psychologique efficace ; renforcer les mécanismes communautaires dans une stratégie de résistance civile pacifique ; prévenir les éventuels déplacements de populations ; former les populations pour sensibiliser les membres des communautés aux manipulations des acteurs armés ; créer des espaces de dialogue au sein des communautés afin de mieux analyser les besoins et mettre en œuvre les stratégies d'action qui s'imposent.

Il est par ailleurs à noter que le comité de jeunes d'ASCOBA travaille en parallèle sur des propositions visant à améliorer les conditions de vie de la jeunesse.

Les résultats

L'action d'ASCOBA s'est concrétisée par un certain nombre d'avancées et de réussites, au nombre desquelles il faut citer la mise en place de projets communautaires productifs. Ceux-ci prévoient de s'appuyer sur les systèmes traditionnels de production développés par les communautés noires et métisses de la région. Le programme inclut également la création d'entreprises associatives, un meilleur approvisionnement des marchés locaux et régionaux avec les denrées agricoles des communautés paysannes, etc.

ASCOBA, avec les organisations sociales du Forum inter-ethnique du Choco, ont formulé diverses propositions pour défendre les droits des communautés vivant dans la région. Régulièrement, elles interpellent les autorités locales et nationales sur les difficultés que connaît le Bas-Atrato et sur la nécessité d'y apporter des solutions urgentes. La synergie créée entre initiatives productives et actions de plaidoyer se révèle très positive.

Cette initiative associe dans une même espérance, paix et développement économique.

Contribution du CCFD

30 000 € en 2006

80 000 € entre 2003 et 2005.

Du côté du partenaire

Le CINEP a été créé en 1972 par la Compagnie de Jésus. Le Centre avait débuté ses activités depuis 1962 sous le nom de CIAS (Centro de Investigación y Acción Social). L'objectif prioritaire du CINEP est d'impulser, à partir des secteurs populaires, des expériences pilotes viables et répliquables dans les champs économique, politique, social et culturel et de systématiser ces expériences afin de les transformer en propositions de politiques publiques pour faire avancer la transformation de la société colombienne.

Le CINEP est à la fois un centre de recherche (études, recherches, publications) et une ONG d'appui aux secteurs populaires. Il travaille de préférence avec des organisations populaires, des communautés et des mouvements sociaux. Il vient en appui à plus d'une centaine de ces organisations.

L'ensemble des activités du CINEP touche plus de 500 000 personnes. Il est également ouvert au travail avec des organisations, des groupes et des personnes intéressées par le changement social (intellectuels, dirigeants politiques ou d'organisations, fonctionnaires publics, artistes et savants notamment).

Le CINEP agit également comme un organisme de médiation dans le conflit social du pays affectant le secteur des exclus en participant au développement national ; il dispose d'une importante base de documentation qui aide à la compréhension du développement du pays et inspire, examine et diffuse les propositions de changement ainsi que les accords nécessaires à l'évolution. Actuellement le CINEP collabore avec le Secrétariat national de la pastorale sociale de l'Église colombienne ainsi qu'avec trois secrétariats diocésains.

Pérou

PAIX ET DROITS HUMAINS



Repères

Capitale	: Lima
Superficie	: 1 285 216 km ²
Population	: 27 949 639 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Espagnol, quechua
Monnaie	: Sol
Densité	: 21,75 hab./km ²
PIB	: 155 300 millions \$
PIB/hab.	: 5 600 \$
IDH	: 0,762

PRÉVENIR LES CONFLITS ARMÉS ET LES GUÉRILLAS

En 1980, le retour à la démocratie au Pérou s'est accompagné de la montée en puissance des actions terroristes de deux groupes armés : le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) guévariste et surtout le Sentier lumineux d'orientation maoïste. La guérilla du Sentier lumineux et sa répression armée entre 1980 et 1992 ont compté parmi les épisodes les plus sanglants de l'histoire du Pérou. Le Mouvement "Para que no se repita" (pour que ça ne se reproduise pas) inspiré par plusieurs partenaires du CCFD s'engage pour que de telles dérives deviennent, dans l'avenir, impossibles et impensables.

Une action concrète et d'envergure pour bâtir durablement la paix.

Le contexte

Suivant les chiffres communément admis, la guérilla du Sentier lumineux et la répression armée avaient causé la mort de 30 000 personnes entre 1980 et 1992. La Commission de la Vérité et de la Réconciliation créée par un décret du Président intérimaire Valentin Paniagua a travaillé du 8 avril 2002 au 29 août 2003. Le nombre de victimes donné par la commission s'avère considérablement plus élevé que les estimations habituelles, le conflit aurait effectivement fait 69 280 morts en quelque 20 ans.

L'action

Le mouvement "Para que no se repita" souhaite bâtir dans le pays une véritable "culture de paix" en sensibilisant l'opinion publique, les partis politiques, la presse, les institutions de l'État, en vue des différentes échéances électorales.

Sa création constitue la réponse aux attaques parfois violentes dont la Commission de la Vérité et de la Réconciliation a fait l'objet de la part d'éléments parmi les plus radicaux de la société péruvienne.

C'est cette contestation violente qui a conduit de nombreuses organisations de la société civile à se mobiliser pour former le mouvement "Para que no se repita". Le premier objectif était de faire pression sur les autorités publiques pour qu'elles garantissent de bonnes conditions de travail aux équipes d'enquête et pour que les recommandations de la CVR, notamment le volet incluant les réparations dues aux victimes civiles ne restent pas lettre morte.

Malgré les attaques répétées de la presse, de dirigeants politiques, et une conjoncture défavorable (un nouveau gouvernement peu sensible à la question des droits humains), le mouvement "Para que no se Repita" poursuit son travail au moyen d'opérations médiatiques telles que la Marche pour la

Paix en 2005 qui a traversé le pays pendant 5 mois et a permis de sensibiliser un très large public.

Le mouvement a particulièrement centré ses activités et actions auprès de la société civile (mobilisations citoyennes, campagnes d'opinion, pétitions), de l'Etat (rencontre avec des élus, la Présidence de la République et chef du Gouvernement, ministre de la Justice, autorités judiciaires, gouvernements régionaux, Médiateur du peuple), des partis politiques et à travers une sensibilisation de la presse.

Les résultats

Sur le court et moyen terme, plusieurs actions concrètes ont été menées pour appuyer le processus de consolidation d'un mouvement citoyen soucieux à la fois de promouvoir de nouveaux comportements politiques et sociaux et d'apporter un soutien actif de solidarité aux personnes affectées par le conflit.

Pour cela, 25 groupes d'initiatives régionaux ont été créés, d'autres sont en voie de constitution. Des réunions de planification et d'évaluation des actions sont organisées à l'échelon régional et national. Des ateliers de formation permettent de soutenir les actions des jeunes volontaires partie prenante dans le mouvement.

Les principales avancées du Mouvement pour l'année 2006 résident dans la structuration et le renforcement des groupes régionaux, davantage capables dorénavant de mener des actions de rassemblement citoyen et de porter des demandes et de faire pression auprès des autorités publiques, pour que celles-ci reconnaissent leur responsabilités, pour réclamer des réparations pour les victimes, faire évoluer les lois (lutter contre la corruption, réformer les institutions, de justice notamment).

Un travail de formation plus spécifique des représentants du Mouvement dans les régions est en cours également, afin renforcer la légitimité de ces "leaders" dans le pays et de pouvoir progressivement décentraliser l'action du Mouvement vers les provinces.

Plusieurs documents pédagogiques ainsi que des livrets de synthèse du rapport final de la CVR ont été

édités. Un site web sur le mouvement est désormais consultable : <http://www.geocities.com/paraquenoserrepita/> ou www.caminataporlapaz.org.pe

Dans un pays qui a été profondément marqué par la violence, "*Para que no se repita*" constitue une force de proposition autour de laquelle se mobilisent les principales composantes de la société civile : les organisations populaires, les jeunes, les femmes, les leaders sociaux et communautaires du pays.

Ensemble, ils mettent en œuvre un type d'action original à forte participation populaire.

Chacun s'efforce de travailler pour le plein exercice de la citoyenneté de tous et contre toute forme d'exclusion sociale, qui bien souvent se révèlent comme le principal terreau de la violence.

Contribution du CCFD

22 000 € en 2006

25 000 € en 2005

12 000 € en 2004.

Du côté du partenaire

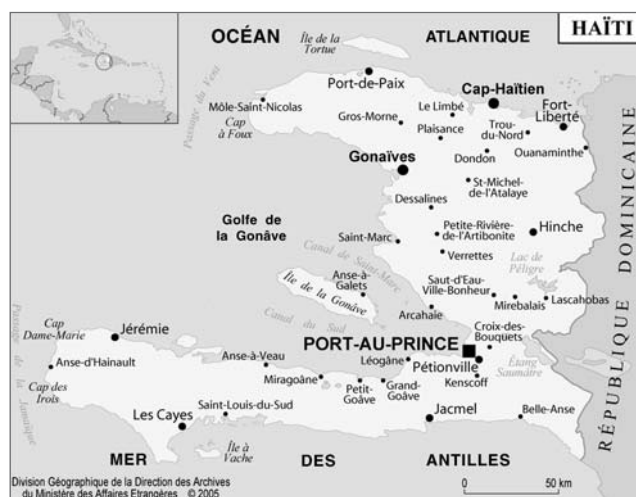
Le mouvement "*Para que no se repita*" réunit divers réseaux, institution et personnes représentatives de l'Église et de la société civile mais aussi de l'État dans le but d'assumer les défis posés par la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR) qui a remis son rapport sur les crimes de la guérilla.

Le mouvement souhaite agir sur les causes qui ont provoqué le conflit armé. Diverses organisations dont plusieurs partenaires du CCFD - sont à l'origine de ce mouvement comme CEAS, CEAPAZ, IBC, cette dernière hébergeant la coordination du mouvement au niveau national.

Le mouvement "*Para Que No Se Repita*" est soutenu par plusieurs agences de la CIDSE : DKA, Trocaire, Cordaid, Misereor, Broederlijk Delen, Entraide et Fraternité, CAFOD, Action Carême Suisse.

Haïti

ÉCONOMIE SOLIDAIRE / FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT



Repères

Capitale	: Port-au-Prince
Superficie	: 27 749 km ²
Population	: 7 063 722 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Français, créole
Monnaie	: Gourde
Densité	: 254,56 hab./km ²
PIB	: 12 050 millions \$
PIB/hab.	: 1 500 \$
IDH	: 0,475

PROMOUVOIR LE FINANCEMENT POPULAIRE

Le milieu rural haïtien est, depuis de longues années, marginalisé. De ce fait, il est tenu à l'écart des grands courants de production et d'échanges. Le KNFP (conseil national de financement populaire), partenaire du CCFD, s'engage pour développer le financement rural en Haïti et, de manière plus générale, pour contribuer au renforcement des organisations paysannes dans ce pays à population majoritairement rurale.

Le contexte

Haïti compte parmi les pays les plus pauvres du monde. La longue crise économique et politique dont le pays a beaucoup de mal à sortir, n'a fait qu'aggraver une situation déjà bien précaire. Les communautés rurales sont particulièrement frappées. Elles ne peuvent avoir accès aux différents services de base qui leur seraient pourtant indispensables pour valoriser leurs productions : financements, intrants, transports, commercialisation...

Le niveau de vie des populations rurales n'a cessé de baisser, ce qui vient renforcer le phénomène d'exode rural. La production agricole reste largement déficitaire ; elle ne couvre en effet que 50 % des besoins alimentaires, alors que 60 % de la population vit en zone rurale.

Ce contexte a motivé le KNFP pour réfléchir, dans le cadre de son plan stratégique pour la période 2004-

2009, à des réponses appropriées aux réalités des communautés paysannes, visant à favoriser l'agriculture familiale. Ainsi, le KNFP veut sensibiliser les décideurs et les pousser à promouvoir la relance et le développement de la production agricole nationale.

Le KNFP estime que, pour atteindre ces objectifs, le financement populaire a un rôle essentiel à jouer à différents niveaux :

- protéger l'épargne des petits producteurs et des familles en milieu rural,
- proposer aux populations défavorisées des crédits à des taux accessibles,
- financer sur le long terme les filières de production,
- ouvrir au plus grand nombre et élargir à l'ensemble du territoire l'accès à des services financiers adaptés.

L'action

Pour assurer dans les meilleures conditions possibles le développement du financement populaire et garantir l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, il convenait de répondre à deux principes fondateurs.

D'abord, prendre en compte l'environnement familial, social et économique des bénéficiaires et promouvoir une réelle appropriation des structures de financement par les bénéficiaires.

Mais il fallait aussi tenir compte d'un second principe : faire face aux besoins des membres des groupes de base et des salariés des institutions promotrices du financement populaire en matière de formation.

Partant de ce double constat, le KNFP, avec l'appui de la SIDI, filiale du CCFD, a mis en place un projet de formation mobile : l'Imofor, Institut mobile de formation.

L'Imofor a pour objet de répondre à ces besoins de formation de manière à permettre aux institutions locales de microfinance, de poursuivre avec un maximum de réussite, leurs actions au profit des populations haïtiennes.

Des "itinéraires de formation"

Le fonctionnement de l'Imofor s'articule autour du concept "d'itinéraire de formation". Pour ce faire, des profils de postes spécifiques ont été définis (par exemple agent de crédit, animateur des groupes de base, etc.). Treize itinéraires de formation ont ainsi été mis en place. La formation fait appel à une pédagogie inductive fondée sur l'expérience et la pratique des personnes. Il s'agit donc de partir dans tous les cas des acquis et de les faire évoluer en fonction des spécificités du "profil".

Ces formations s'adressent en priorité aux membres des banques communautaires, des mutuelles de solidarité et de caisses d'épargne, des cadres et employés des organisations membres du KNFP. 300 personnes environ sont formées chaque année.

Les résultats

L'Imofor a permis de développer le financement rural populaire et de concourir à une meilleure structuration du monde rural. Cette démarche a favorisé l'émergence de nouveaux "micro-entrepreneurs" tout en permettant aux bénéficiaires des prêts de

mieux comprendre le fonctionnement de ce type de financement.

Grâce aux savoir-faire acquis, les bénéficiaires développent leur autonomie, accroissent le champ de leurs responsabilités et sont ainsi plus aptes à devenir des acteurs de la démocratie et de l'économie locale.

Par son action et son engagement aux côtés des organisations paysannes, l'Imofor s'est construit une forte notoriété auprès des institutions publiques : ministères des Finances, de l'Agriculture, Institut national de la réforme agraire, Université de Port-au-Prince.

Une voie de développement privilégiée pour un pays confronté à d'importantes difficultés.

Contribution du CCFD

24 700 € par an
depuis 2004.

Du côté du partenaire

Le "Konsèy Nasyonal Finansman Popilè" (KNFP) est une association haïtienne créée en 1998. Réseau d'institutions engagées dans le financement décentralisé en milieu rural, il a été fondé par trois acteurs importants du secteur : COD-EMH (Coordination des programmes de développement de l'Église méthodiste d'Haïti), GRAIFSI (Groupe pour l'intégration de la femme du secteur informel), KOFIP (Kolektif Finansman Popilè). Les trois fondateurs ont, depuis, été rejoints par six autres membres : ACLAM (Action contre la misère), CRS (Catholic relief services), FODEPE (Fonds de développement des petites entreprises), FONDESPoir, MEDA (Association mennonite pour le développement économique) et FOBNO (Fédération des organisations de base du Nord-Ouest).

Les neuf institutions membres rassemblent plus de 2 700 structures de financement de base (banques communautaires ou mutuelles de solidarité), soit environ 62 000 membres répartis dans les dix départements du pays. L'immense majorité des membres (80 %) vit en milieu rural.

Mission : Le KNFP s'est donné pour mission d'orienter, à travers l'appui technique et institutionnel apporté à ses membres, la construction d'un

système de financement populaire capable de constituer un réel levier susceptible de changer en profondeur la situation socio-économique des populations les plus démunies.

Le KNFP est particulièrement engagé dans trois domaines :

- **la formation des acteurs du financement rural** (membres de comités des groupes de

base, professionnels du financement décentralisé), grâce à son Institut mobile de formation (IMOFOR),

- **la définition d'un cadre** légal pour les organisations de financement décentralisé non soumises aux lois bancaires et coopératives,
- et, de façon plus globale, **l'amélioration des services financiers** rendus dans le pays.

Mexique

ÉCONOMIE SOLIDAIRE / FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT



Repères

Capitale	: Mexico
Superficie	: 1 972 547 km ²
Population	: 106 202 903 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Espagnol
Monnaie	: Peso
Densité	: 254,56 hab./km ²
Pib	: 1 006 000 millions \$
Pib/hab	: 9 600 \$
IDH	: 0,814

FORMER DES ACTEURS LOCAUX POUR UN DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL

Le concept de “développement intégral” est central pour le CCFD et pour ses partenaires. Il intègre en effet les aspects les plus fondamentaux du développement humain, économique, culturel, religieux, droits humains, justice, équité entre les genres, respect de l’environnement...

Depuis plus de 20 ans, le CAM (Centro de estudios sociales y culturales Antonio de Montesinos), partenaire du CCFD, accompagne des communautés de base dans l’une des régions les plus pauvres du Mexique pour aider les populations à accéder à ce “développement intégral” porteur de justice et de dignité.

Le contexte

Les États de Veracruz et de Oaxaca sont considérés comme les plus pauvres du Mexique : terres peu fertiles, déficit d’infrastructures, eaux contaminées par les intrants chimiques, taux de chômage et d’analphabétisme importants, problèmes sanitaires graves, violence familiale, inégalité entre les genres... La majorité de la population locale est indigène et métisse, mais aussi afro-américaine (en particulier sur la Costa Chica de Oaxaca).

Le CAM s’est donné pour objectif d’accompagner des communautés ecclésiales et des communautés rurales (femmes, paysans) afin de les aider à s’organiser et à promouvoir dans les deux régions un

développement social intégral fondé sur un travail d’éveil et d’approfondissement de la foi qui inclut les dimensions politique, personnelle, sociale, environnementale, culturelle et économique (la pastorale intégrale).

Le cœur de l’action du CAM est la formation dans les communautés de “promoteurs locaux de développement intégral”. Ces actions concernent les domaines de la création d’activités génératrices de revenus, l’agriculture biologique, la santé communautaire (médecine traditionnelle et préventive), etc.

L’expression la plus réussie de ce travail du CAM est le réseau de femmes gestionnaires du développement dans la municipalité de Catemaco (État de Veracruz).

L'action

Le CAM forme environ 200 promoteurs de développement intégral : 70 dans l'État de Veracruz, 120 dans celui d'Oaxaca. Cette formation s'articule autour de plusieurs activités :

- **les ateliers de formation de base ;**
- **des stages et des rencontres** où s'élaborent de façon participative des stratégies de développement intégral ce qui implique la mise en œuvre de projets agroécologiques, la création de magasins communautaires, la responsabilisation des populations en tant que consommateurs, notamment par la promotion du commerce équitable, de la biodiversité, la souveraineté alimentaire. Au cours de ces stages et de ces rencontres, les problèmes liés à l'équité sociale et entre les genres sont également traités en profondeur ;
- **le soutien aux acteurs de terrain :** analyse des propositions de coopération avec le gouvernement local et mise en œuvre des stratégies adaptées, gestion des ressources locales, conseil et accompagnement des projets économiques et sociaux initiés par les communautés ;
- enfin, une action importante est menée au niveau du **suivi et de la mesure des résultats.**

Les résultats

On constate une augmentation significative de la participation des populations dans le projet par lui-même. Un point particulièrement positif tient au fait que cette participation va bien au-delà du projet mais touche aussi la vie politique des habitants.

Les capacités de dialogue des communautés indigènes ont été largement renforcées. Les "promoteurs" formés disposent en effet désormais d'une bonne connaissance du fonctionnement du gouvernement municipal et des programmes gouvernementaux concernant le développement rural et social.

Cette connaissance des rouages et des mécanismes administratifs leur donne une légitimité pour intervenir sur des problèmes touchant à la vie quotidienne des populations : gestion des ressources publiques, mise en œuvre de plaidoyers à l'échelon municipal, etc.

À Oaxaca, des magasins communautaires ont été mis en place. Ils commercialisent les produits agri-

coles et les médecines traditionnelles des groupes de production et de santé.

À Veracruz, le réseau des femmes a mené depuis 6 ans un travail important. Il concerne la reconnaissance de leur identité de femme, de citoyenne et de sujet de droits ; l'identification de leur condition et leur position dans la communauté. Le réseau a également mis en œuvre des initiatives de développement économique et social qui répondent à leurs nécessités ainsi qu'à celles de leurs familles et de leurs communautés.

Cette démarche a abouti à la réalisation de trois projets : potagers écologiques, promotion de la santé de la femme, éradication de la violence envers les femmes à travers l'éducation au sein des familles (maris, enfants) et au sein des communautés.

Plusieurs milliers de personnes sont directement et indirectement concernées par ces projets qui pourraient être extrapolés à d'autres États du Mexique.

Contribution du CCFD

15 000 € en 2006

37 000 € depuis 2003.

Du côté du partenaire

Le Centro Antonio Montesinos est une association civile mexicaine, travaillant à la fois comme centre de réflexion théologique, ONG d'appui à des processus de développement intégral et espace de participation citoyenne. Il a été constitué en novembre 1985, s'inscrivant dans le processus d'engagement de l'Église latino-américaine en faveur des plus pauvres et dans la promotion et l'accompagnement des communautés ecclésiales de base.

Ses missions :

- contribuer à la construction d'un État de droit et d'une société juste, solidaire et démocratique, à travers la mise en dialogue entre la perspective théologico-pastorale et les sciences sociales,
- promouvoir l'articulation entre la foi et la vie, de façon que la réflexion théologique aille de pair avec des projets de développement et l'incidence sur des politiques publiques.

Paraguay

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE


Repères

Capitale	: Asunción
Superficie	: 406 750 km ²
Population	: 6 347 884 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Guarani, Espagnol
Monnaie	: Guarani
Densité	: 14,47 hab./km ²
PIB	: 29 930 millions \$
PIB/hab.	: 4 800 \$
IDH	: 0,755

REDONNER ESPOIR AUX PETITS PAYSANS

Le Paraguay est un pays encore très largement rural. Ses structures sociales comme son organisation politique sont marquées par un fort archaïsme. Le Paraguay est, en effet, l'un des pays où la répartition des richesses et des ressources est la plus inéquitable. Un constat qui concerne notamment l'inégalité face à l'accès à la terre.

Dans ce contexte, le **Movimiento de jóvenes campesinos cristianos (MJCC)**, partenaire du CCFD, constitue l'une des principales forces de proposition et de changement de ce pays, en favorisant l'organisation des jeunes ruraux et en contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le contexte

Le recensement de 1992 faisait ressortir que la moitié de la population du Paraguay vivait encore en zone rurale. Pourtant, le pays connaît depuis 1950 un phénomène d'exode qui vide les campagnes au détriment des villes. Ce phénomène qui dure depuis plus d'un demi-siècle s'explique par trois raisons principales : l'absence d'une politique agricole cohérente, le manque d'investissements et la concentration des terres entre les mains de quelques grands propriétaires. Les jeunes ne pouvant pas trouver de travail sur leur lieu de vie, ils sont contraints de migrer vers les villes dans l'espoir, souvent hypothétique de trouver du travail. Ils vont en fait grossir les poches de pauvreté déjà existantes dans les périphéries des grandes métropoles avec, pour conséquence, l'accroissement de la misère, de la délinquance, de la prostitution...

Une soi-disant réforme agraire était censée redynamiser le secteur agricole. En fait, aujourd'hui, 7 millions d'hectares sont aux mains de gros entrepreneurs ou de la classe militaire. 1 % des propriétaires terriens détiennent 77 % des terres. 80 % des petits producteurs ne possèdent pas de titres de propriété pour les lopins où ils travaillent. 400 000 familles paysannes se voient privées de tout accès à la terre.

Il faut ajouter à cette analyse que le modèle économique du Paraguay est fondé sur la monoculture et l'exportation massive de la production agricole. Ces options favorisent les plus gros exploitants accélérant le processus de la concentration des terres entre les mains d'une minorité de privilégiés au détriment de la population paysanne.

En outre, le puissant appareil répressif de l'État a été mis au service de ces structures profondément injustes qui contribuent à accélérer l'exode massif des jeunes ruraux vers les villes.

Cette situation a généré en 2004 de fortes mobilisations des organisations sociales et du mouvement paysan. La réponse du pouvoir a été d'une extrême violence. La répression s'est soldée par des morts, de nombreux blessés et 600 personnes arrêtées dont des leaders incarcérés sous le seul prétexte de diriger des organisations ou des mouvements sociaux.

Le Mouvement des jeunes paysans chrétiens depuis de nombreuses années mène des actions diversifiées et très complémentaires visant à redonner espoir à un secteur délaissé par le pouvoir depuis de trop nombreuses années.

L'action

Elle se structure autour de deux axes.

Agir sur plusieurs leviers

Le MJCC promeut depuis 1985 un modèle de développement humain intégral sans discrimination d'ordre politique, ethnique, religieux, de genre, etc. Dans cette optique, plusieurs projets productifs ont ainsi été mis en place, notamment en faveur des jeunes paysans.

Avec les populations concernées, le MJCC favorise la création d'une vingtaine d'ateliers de formation : pour l'agriculture, la pisciculture, les petites industries de transformation, l'administration, le marketing et la commercialisation. Cette action est centralisée sur les deux départements ayant le taux de population le plus élevé du pays ainsi qu'une très forte représentation paysanne : San Pedro et Caaguazu.

Pour favoriser la commercialisation de la production apicole et piscicole, une partie des locaux du MJCC à Caaguazu a été transformée en point de vente. A San Pedro le Mouvement a cédé un terrain lui appartenant pour la construction d'un local de vente.

Alors que les jeunes sont appelés à faire fonctionner les ateliers et à promouvoir les activités commerciales, leur famille participe au projet en fabriquant des confitures et des sucreries également destinées à la vente.

Mais, par-delà cette facette axée sur la production, MJCC se mobilise également sur d'autres terrains d'action touchant l'organisation.

Renforcer l'impact du mouvement

Compte tenu du contexte politique et social particulièrement difficile, les organisations telles que MJCC restent fragiles. De plus, les changements législatifs ont modifié le cadre d'exercice du MJCC qui assimile notamment les organisations sociales à des entreprises.

Le MJCC se devait donc de former ses dirigeants au nouveau cadre légal qui va désormais structurer leurs activités. Cette démarche s'accompagne d'une indispensable modernisation des locaux du mouvement (équipement informatique, lignes téléphoniques) afin d'améliorer globalement la communication interne et externe et de pouvoir offrir à ses membres des moyens concrets de formation en termes de locaux et de moyens techniques.

Les résultats

Des avancées concrètes ont été réalisées. Grâce au Mouvement, les jeunes ruraux ont pu se doter d'une organisation solide. Ils sont désormais structurés en une vingtaine de groupes de base avec, en moyenne, une douzaine de membres par groupe.

Des expériences productives sont positives et permettent d'envisager l'extension des ateliers à d'autres départements.

Un élément déterminant pour freiner le mouvement d'exode rural. Mieux structuré et mieux organisé, le Mouvement a vu son influence grandir.

Il est désormais perçu comme un interlocuteur incontournable pour effectuer auprès des institutions publiques et privées locales des démarches relatives aux problèmes des jeunes paysans.

Des initiatives porteuses d'espoir qui favorisent le renforcement de la société civile et contribuent à valoriser l'activité des petits paysans.

Contribution du CCFD

9 500 € en 2006

22 000 € en 2005

15 000 € en 2004.

Du côté du partenaire

Le MJCC est une organisation de jeunes paysans chrétiens. Son objectif principal est la formation de dirigeants paysans pour initier un développement solidaire, équitable et améliorer les conditions de vie des communautés rurales locales.

D'un point de vue historique, il faut rappeler qu'en 1976, a eu lieu la répression très violente, criminelle et massive de la dictature Stronista connue sous le nom de "la Pâques douloureuse". La JAC et les Ligues agricoles chrétiennes furent victimes de cette

tragédie, leurs dirigeants capturés et torturés, leurs militants persécutés et leurs organisations désarticulées. En 1985 est constitué le Mouvement des jeunes paysans catholiques, MJCC composé d'anciens dirigeants et militants de la JAC et de jeunes paysans.

Objectifs : développer la démocratie avec la capacité d'organiser et de diriger le travail des jeunes des communautés de base. Obtenir une meilleure participation des jeunes dans leurs communautés. Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes.

Brésil

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Repères

Capitale :	Brasilia
Superficie :	8 511 965 km ²
Population :	176 029 560 habitants
Langue(s) officielle(s) :	Portugais
Monnaie :	Real
Densité :	20,68 hab./km ²
PIB :	1 492 000 millions \$
PIB/hab. :	8 100 \$
IDH :	0,792

ASSURER L'ACCÈS A L'EAU DANS UNE ZONE SEMI-ARIDE

Le Nordeste du Brésil correspond à une région de 1,5 million d'hectares dont 70 % se trouvent en zone semi-aride. Dans l'État de la Paraíba, la zone "agreste" est un plateau d'environ 50 km de large qui s'étend entre la zone semi-aride (le Sertão à l'Ouest) et le littoral ("Brejo", marécage où la culture de la canne à sucre a dominé). Cette zone concentre à elle seule 49 % de petites propriétés rurales familiales de cet État et subit une forte instabilité pluviométrique. Le Nordeste présente également l'une des plus fortes densités de population du pays (91,5 habitants au km²). Les ressources en eau dépendent essentiellement de la pluie. La faible pluviosité associée à une grande dispersion des propriétés crée une forte précarité économique. Depuis 1993, une association partenaire du CCFD, l'AS-PTA Nordeste, a expérimenté avec succès des techniques novatrices dans le domaine de la gestion de l'eau, de la récupération et de la préservation d'une grande variété de semences natives, de la production et de la commercialisation de produits agricoles écologiques.

Le contexte

La région du Nordeste concentre plus des deux tiers des populations rurales pauvres du Brésil. Plus de la moitié de la population est victime de la faim et de malnutrition. Soumises à ces conditions climatiques, sociales, environnementales difficiles, les familles ne parviennent pas toujours à subvenir à leurs besoins. Il leur est notamment difficile d'organiser des réserves en cas de sécheresse ou de disposer de semences après de telles périodes.

Cette situation très difficile se trouve encore aggravée par la grande dispersion de l'habitat rural liée à la grande carence de moyens de transport. Faute de pouvoir se rendre sur les marchés urbains d'alentour

trop éloignés, les agriculteurs doivent, pour écouler leurs productions, passer par les commerçants et les intermédiaires locaux qui peuvent leur imposer des conditions drastiques et profondément injustes.

Résultats : les agriculteurs sont contraints de négocier à des prix souvent très en dessous des prix en vigueur sur les marchés. Même les familles qui parviennent à accéder aux marchés urbains ne disposent pas des atouts nécessaires pour attirer et fidéliser les consommateurs (produits proposés en trop petites quantités, présentation inadéquate...).

Les politiques gouvernementales successives ne sont pas parvenues à améliorer la situation. Pire, elles ont souvent aggravé les situations de pauvreté en privilégiant par exemple la construction de

grandes infrastructures hydrauliques à proximité des grandes propriétés ou en créant des “poches” de prospérité fondées sur le développement intensif de monocultures agro-industrielles. Ces initiatives n’ont fait qu’accroître les disparités entre gros propriétaires terriens et petits paysans.

L’action

L’AS-PTA a, dans un premier temps, expérimenté de nouvelles techniques visant à améliorer la gestion de l’eau dans trois municipalités. Les innovations technologiques proposées ont été le fruit d’un travail en commun, mené par les syndicats agricoles et “l’Articulation du semi-aride” (réseau regroupant près de 750 ONG, syndicats de travailleurs ruraux, coopératives de production, associations d’agriculteurs, églises, etc. de toute la région du Nordeste), notamment de la zone agreste de l’État de la Paraíba.

Le problème était complexe ; la solution a nécessité la mise en œuvre de plusieurs types d’actions complémentaires.

La captation et la gestion de l’eau destinée à la consommation humaine a été l’une des principales difficultés à surmonter. Elle l’a été grâce à la constitution de petites citernes en ciment faciles à construire et à entretenir. Cette technique très simple permet un captage et un stockage efficaces de l’eau de pluie. 4 105 citernes ont été ainsi construites augmentant de plus de 63 800 m³ la quantité d’eau potable à la disposition de la communauté. Ces citernes ont permis aux familles de ne plus avoir recours aux camions-citernes utilisés auparavant pour l’approvisionnement local. Une source d’économie de plus de 547 330 \$ par an pour ces familles. Cet argent, qui allait naguère aux entreprises qui fournissent l’eau, peut aujourd’hui être maintenu en circulation au sein de la communauté participant ainsi à l’augmentation globale du niveau de vie.

Les premiers succès enregistrés dans le domaine de la gestion de l’eau potable ont permis d’initier de nouvelles expériences pour la captation et la gestion de l’eau destinée à l’agriculture et à l’élevage : utilisation des eaux usées pour la culture des parcelles à proximité des lieux de vie, creusement de mares, plantation d’arbres et de bandes végétales pour retenir l’eau ; construction de réservoirs souterrains pour la captation des pluies destinées aux usages agricoles, mise en place d’un fonds rotatif pour la construction de citernes.

Le projet a également entraîné des impacts importants du point de vue de la diversification des cultures. Au sein des familles, on a pu ainsi accroître la diversification des plantes médicinales et fructifères et développer l’élevage de petits animaux. Ces derniers sont soit destinés à la consommation familiale, soit vendus sur les marchés agro-écologiques locaux afin d’accroître les revenus.

Les résultats

Les actions menées par l’AS-PTA ont, bien sûr, amélioré concrètement la vie quotidienne des habitants et renforcé leur sécurité alimentaire. Mais, à ces résultats, il faut aussi ajouter l’impact humain très positif de ces initiatives sur les populations. La réussite de ce programme d’envergure a renforcé l’auto-estime des petits paysans. Autour de ces projets se sont également constitués des savoirs qui font désormais partie d’un patrimoine commun. Le travail en commun a en outre renforcé les liens entre les habitants concernés leur permettant, selon la formule d’un responsable de “grandir en communauté”.

Cette action de développement montre que des projets à très fort impact peuvent être menés à bien à travers l’application de techniques traditionnelles. Elle démontre également qu’en prenant en mains leur propre développement, les populations concernées génèrent un dynamisme interne assez puissant pour transformer les mentalités et ouvrir de nouveaux chantiers.

Le travail mené par l’AS-PTA et “l’Articulation du semi-aride” a été reconnu par le gouvernement fédéral et a abouti en 2002 à la mise en place du “Programme 1 million de Citernes”, programme public de formation, mobilisation sociale et construction de citernes familiales pour la vie dans le semi-aride. Ce programme reçoit des financements publics et privés (89 millions d’euros depuis 2002). Entre 2002 et 2006, plus de 182 000 familles ont été mobilisées et près de 165 000 citernes ont été construites.

Contribution du CCFD

33 000 € en 2006

Environ 240 000 € entre 1996 et 2005.

Du côté du partenaire

L'AS-PTA a été créée en 1989 dans le prolongement d'un projet lancé par la FASE, le Projet de technologies alternatives (PTA). Cette ONG a pour mission principale de lutter contre la faim et la pauvreté en zone rurale. Elle met en œuvre des actions de développement durable visant la promotion de l'agriculture familiale, en particulier dans les régions Nord-Est et Sud-Est du Brésil. Elle propose ainsi une assistance technique aux petits agriculteurs pour promouvoir le développement durable et l'agro-écologie.

Dans cette optique, elle met en place des expériences de développement rural visant à restaurer et

renforcer la capacité économique des populations, accroître la participation sociale des habitants et améliorer la qualité de vie des petits producteurs.

L'AS-PTA a créé des banques de semences communautaires, développé des techniques novatrices pour lutter contre la sécheresse.

Elle est liée à différents réseaux d'ONG brésiliennes impliquées dans des problématiques proches ou complémentaires.

Au niveau national, elle coordonne l'Articulation nationale d'agro-écologie dont la dernière rencontre de juin 2006 a regroupé près de 1 800 participants et la campagne nationale "*Brésil libre d'OGM*".